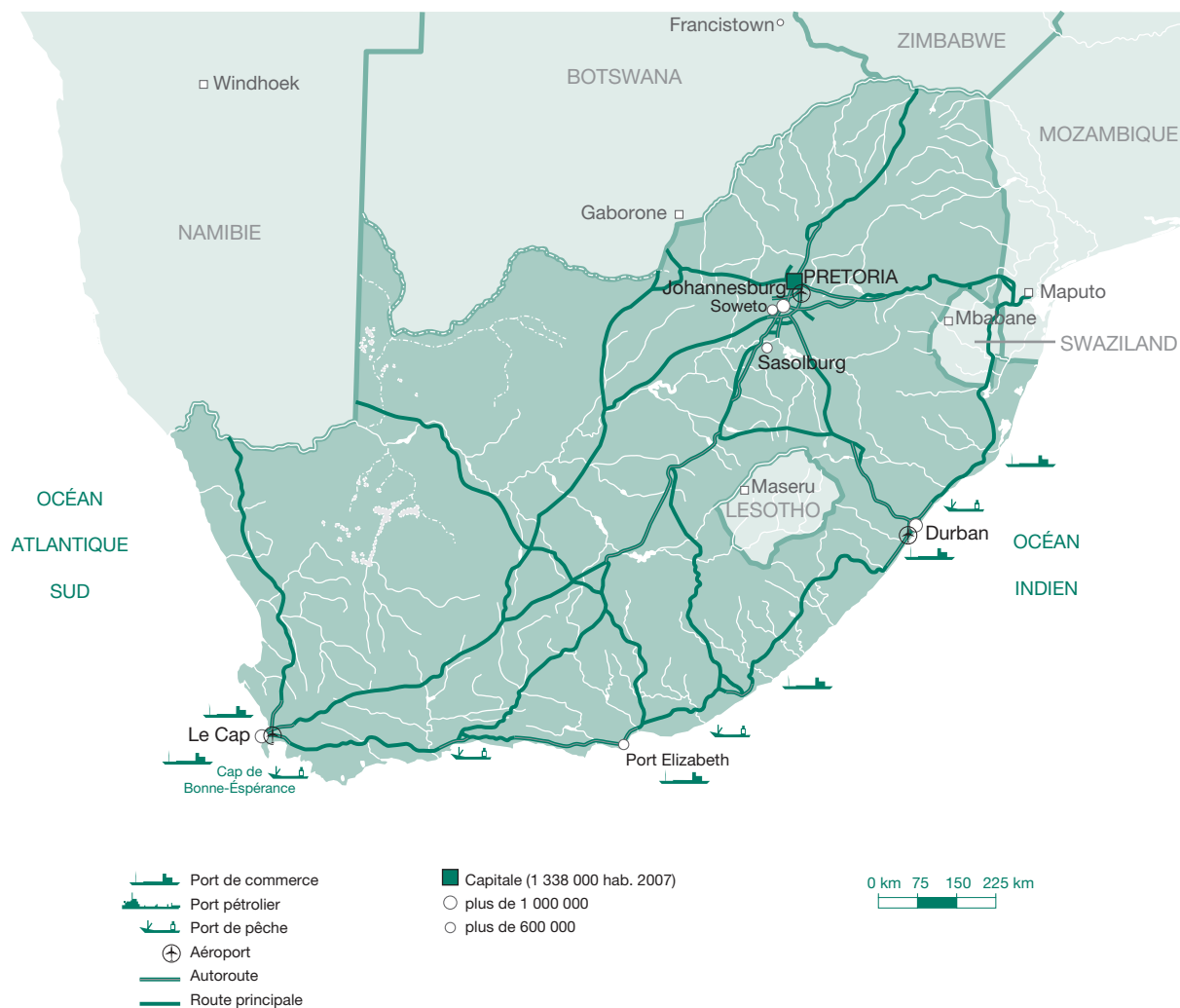


Afrique du Sud  
**2011**



[www.africaneconomicoutlook.org/fr](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr)



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

## Afrique du Sud

### Vue d'ensemble

---

Le produit intérieur brut (PIB) en volume de l'Afrique du Sud s'est redressé, passant de -1.7 % en 2009 à 2.8 % en 2010. Ce taux reste nettement inférieur au potentiel de croissance du pays, estimé à environ 4 % par an. Le PIB devrait progresser au rythme de 3.6 % en 2011 et de 4.3 % en 2012. En 2010, sa croissance résulte principalement d'une progression constante des dépenses de consommation, en partie explicable par la Coupe du monde de football. L'inflation, retombée à 3.5 % fin 2010, après une moyenne de 4.3 % sur l'année, devrait atteindre 5.3 % en 2011.

Le déficit budgétaire consolidé a atteint 6.9% du PIB au cours de l'exercice 2009/10, et le taux directeur de la banque centrale (*South African Reserve Bank*) a cédé 6.5 points de pourcentage depuis fin 2008. La politique budgétaire prend désormais une orientation moins expansionniste, le déficit budgétaire retombant à 5.4 % sur l'exercice 2010/11, avant de se contracter encore, à 5.0 % sur 2011/12. L'augmentation possible de la masse salariale risque de porter préjudice à l'équilibre budgétaire, de même que l'introduction éventuelle d'un nouveau régime public d'assurance maladie et de subventions à l'emploi des jeunes. Le taux des prises en pension, c'est-à-dire le prix auquel la banque centrale prête aux banques, devrait rester proche de 5.5 % en 2011 et commencer à augmenter légèrement seulement vers la fin de l'année.

Des obstacles structurels, comme les infrastructures, ont freiné la reprise de l'investissement privé en 2010. Le chômage est resté très élevé en 2010 même s'il a marginalement reculé au quatrième trimestre, à 24 %, contre 25.3 % au trimestre précédent. Dans son projet de Nouvelle voie de croissance (*New Growth Path*), le gouvernement a avancé en novembre 2010 un certain nombre de mesures pour faire face à ces problèmes, notamment un renforcement des investissements dans les infrastructures, l'amélioration des formations, des services publics et des relations économiques régionales.

Depuis la mi-2009, la Chine est la première destination des exportations sud-africaines et constitue également la première source d'importations de l'Afrique du Sud. De tous les pays émergents, la Chine est le pays qui investit le plus en Afrique du Sud : début 2010, pour les investissements directs étrangers (IDE) elle se classait au 5<sup>e</sup> rang en termes de valeur, avec 33 milliards de rands (ZAR). De nombreux pays émergents utilisent l'Afrique du Sud comme porte d'accès à d'autres pays du continent. En décembre 2010, l'Afrique du Sud a officiellement rejoint le groupe des pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Les autorités sud-africaines devront prouver leur résolution à s'impliquer auprès de leurs nouveaux partenaires, à renforcer les capacités de production du pays et à maximiser sa contribution à l'économie nationale.

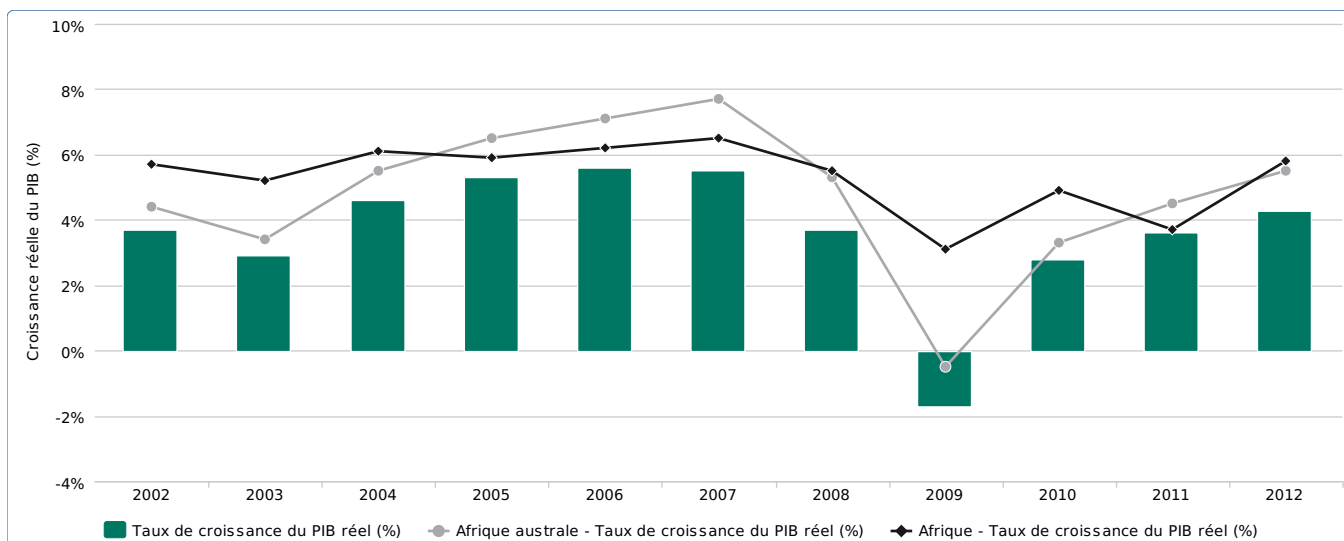
Par ailleurs, il faut que l'Afrique du Sud soigne ses partenariats stratégiquement importants avec des pays émergents sans négliger pour autant ses partenaires traditionnels. L'Union européenne (UE) reste en effet la destination de prédilection des exportations sud-africaines. L'année 2011 verra la création de l'Agence de développement de l'Afrique du Sud (*South African Development Agency - SADPA*) qui sera chargée d'informer et d'orienter l'aide au développement que reçoit le pays.

Sur la scène politique, l'administration du président Jacob Zuma a clarifié ses objectifs en 2010, et l'on a assisté à des avancées dans la réalisation de certains d'entre eux. Elle fait montre d'une grande fermeté en matière de lutte contre la délinquance, et des progrès significatifs ont notamment été réalisés dans la prévention. En revanche, la corruption demeure un problème majeur, le chômage et les inégalités progressent.

L'Afrique du Sud a atteint le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD), en réduisant de moitié la proportion de la population vivant avec moins d'un dollar (USD) par jour, mais l'État a encore de nombreux défis à relever : notamment proposer des services de santé publics adaptés, améliorer la qualité de l'enseignement et réduire le chômage, en particulier pour les jeunes.

Le VIH/Sida reste un problème critique : avec 5.6 millions de séropositifs, l'Afrique du Sud est le pays le plus touché au monde. En avril 2010, l'administration Zuma a lancé une campagne de dépistage qui couvrira 15 millions de personnes d'ici à la fin-2011. Depuis son lancement, cinq millions de Sud-Africains se sont fait dépister.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412407>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

|                                       | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|
| <b>Taux de croissance du PIB réel</b> | -1.7 | 2.8  | 3.6  | 4.3  |
| <b>Inflation IPC</b>                  | 7.1  | 4.3  | 5.3  | 5.6  |
| <b>Balance budgétaire % PIB</b>       | -6.9 | -5.4 | -5   | -4.5 |
| <b>Balance courante % PIB</b>         | -4.1 | -2.8 | -3.4 | -4.3 |

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal ; donc par exemple, 2009 correspond à l'exercice fiscal 2009/10 courant d'avril 2009 à mars 2010.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414763>

## Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

|   | 2005 | 2010 |
|---|------|------|
| <b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse</b>   | 2.7  | 2.5  |
| <b>Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière</b>   | -    | -    |
| <b>dont agriculture</b>   | -    | -    |
| <b>dont cultures vivrières</b>  | -    | -    |
| <b>Mines et extraction</b>  | 7.6  | 9.6  |
| <b>Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique</b>   | -    | -    |
| <b>dont pétrole</b>   | -    | -    |
| <b>Industries manufacturières</b>   | 18.5 | 14.6 |
| <b>dont hydrocarbure</b>  | -    | -    |
| <b>Electricité, gaz et eau</b>  | 2.4  | 2.8  |
| <b>Electricité, eau et assainissement</b>   | -    | -    |
| <b>Construction</b>   | 2.8  | 3.8  |
| <b>Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants</b>  | 13.9 | 13.9 |
| <b>dont hôtels et restaurants</b>   | -    | -    |
| <b>Transports, entreposages et communications</b>   | 10   | 9.1  |
| <b>Transport et stockage, information et communication</b>  | -    | -    |
| <b>Finance, immobilier et services aux entreprises</b>  | 21.1 | 21.2 |
| <b>Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services</b>                 | -    | -    |
| <b>Services des administrations publiques</b>   | 14.9 | 16.1 |
| <b>Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux</b>                    | -    | -    |
| <b>Administration publique, éducation, santé</b>  | -    | -    |
| <b>Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels</b>                           | -    | -    |
| <b>Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels</b> | -    | -    |
| <b>Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux</b>             | -    | -    |
| <b>Autres services communautaires, sociaux et personnels</b>  | -    | -    |
| <b>Autres services</b>  | 6.3  | 6.3  |
| <b>Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs</b>   | 100  | 100  |

**Source** : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415732>

En 2010, le PIB réel a progressé de 2.8 % en glissement annuel, alors qu'il s'était contracté de 1.7 % en 2009. Tirée par une progression régulière des dépenses de consommation, la croissance du PIB devrait atteindre 3.6 % en 2011, toujours freinée par un investissement intérieur atone et une compression des dépenses budgétaires. Pour 2012, on table sur une croissance de 4.3 %. Les principaux risques pour 2011 et 2012 sont liés à l'évolution de l'économie mondiale.

La valeur ajoutée réelle du secteur minier a augmenté en 2010, enregistrant une hausse de 4.2 %. La reprise de la production est toutefois restée inégale d'un secteur à l'autre en raison de la diminution des réserves d'or, de problèmes d'infrastructures et d'une reprise hétérogène de la demande mondiale. En outre, les grèves menées par le Syndicat national des ouvriers métallurgistes (*National Union of Metalworkers of South Africa - Numsa*) et par les mineurs en septembre 2010 ont affecté la production des mines de charbon et de platine. Dans l'ensemble, malgré les effets délétères de l'appréciation du rand, les cours élevés des matières premières ont fait progresser les recettes minières en 2010 : le secteur des mines et de l'extraction a augmenté de 17 % au quatrième trimestre 2010, contribuant pour une part importante à la croissance du PIB.

En 2010, la valeur ajoutée réelle a rebondi de 5.1 % dans le secteur manufacturier, après une contraction de 10.4 % en 2009. Ce phénomène est imputable à un regain de confiance dans le secteur et à une forte demande de fer et d'acier, de métaux non ferreux, de machines-outils et de matériel électrique, en grande partie sous l'effet de la Coupe du monde de football. Cependant, la reprise n'a pas été aussi vive que prévu en raison de faillites et de conflits du travail prolongés dans l'automobile. Les activités manufacturières orientées à l'exportation ont été affectées de manière négative par l'appréciation du rand face aux grandes monnaies. Les perspectives de croissance pour 2011 dans la production manufacturière restent modestes en raison de handicaps structurels.

Le secteur agricole a rebondi et la valeur ajoutée réelle y a progressé de 0.9 % en 2010, principalement sous l'effet d'une récolte record de maïs, la plus importante en près de 30 ans. Elle s'explique par des précipitations exceptionnellement bonnes, une augmentation de la surface cultivée et un recours accru à des semences génétiquement modifiées. La récolte a permis de ramener la hausse des prix des denrées alimentaires à 1.2 % en 2010. La hausse des prix à la consommation s'est, elle aussi, ralentie pour atteindre 4.3 %, son point le plus bas depuis trois ans.

Côté dépenses, la consommation privée réelle a progressé de 4 % en 2010, selon les estimations, après une contraction de 2 % en 2009. La croissance s'explique par la consommation liée à la Coupe du monde, par l'augmentation du revenu disponible réel des ménages et par la baisse des taux d'intérêt qui les ont incités à emprunter. Ainsi, le revenu disponible réel aurait progressé de 4.6 %. La consommation privée est donc devenue un moteur de la reprise de l'économie sud-africaine en 2010. En 2011, on s'attend à une poursuite de la reprise, bien que modeste, avec une progression de 3.4 % de la consommation privée.

Pendant la crise, les ménages se sont moins désendettés que prévu et l'endettement est resté élevé : 78.5 % du revenu disponible en 2010. Les emprunts des ménages se sont intensifiés, en partie sous l'effet du crédit hypothécaire, qui s'était rétabli en octobre 2010 au rythme de 4.7 % en glissement annuel à la faveur de la baisse des taux d'intérêt et de l'assouplissement des critères de prêt. L'insolvabilité des ménages recule mais le nombre de ceux qui ont rencontré des difficultés de remboursement des prêts demeure toutefois important : 46 %. De surcroît, ce sont surtout les consommateurs à revenus élevés qui ont manifesté un regain de confiance, entraînant un rebond de la consommation. Ces facteurs, conjugués à un taux de chômage élevé, continueront de peser sur les dépenses de consommation, qui devraient s'établir à 1.2 % en 2011 et à 1.9 % en 2012.

L'investissement privé ne s'est pas autant relevé que prévu. Il n'a progressé que de 0.5 % en 2010, par contre on prévoit une forte croissance dans un avenir proche : 7.5 % en 2011, 10.5 % en 2012. Dans certains sous-secteurs, l'évolution observée s'explique en partie par un retour à la croissance tendancielle. La contraction dans le bâtiment et les travaux publics (BTP), par exemple, a fait suite à plusieurs années de croissance à deux chiffres avant la récession. Cette croissance avait été essentiellement alimentée par une demande excédentaire sur le marché local ainsi que par la Coupe du monde. Malgré une amélioration des prêts hypothécaires, la modération des prix des logements en 2010 est le signe d'une offre en hausse.

Parmi les autres facteurs clés ayant influé sur l'investissement privé en 2010, on peut noter les liquidations d'entreprises, toujours nombreuses. En janvier 2010, le total des avances sur prêts aux entreprises affichait un rythme de -5.7 % en glissement annuel, avant de renouer avec une croissance positive, à 1.4 %, en septembre. Les importations industrielles n'ont pas enregistré de reprise avant le troisième trimestre 2010. Les investissements privés devraient augmenter, passant de 0.5 % en 2010 à 7.5 % en 2011, avant de remonter à 10.5 % en 2012, alors que les flux de capitaux en direction des marchés émergents commencent à se ralentir et que la reprise s'amorce dans les pays de l'OCDE.

La formation brute de capital fixe a été globalement positive, à 4 % en 2010, l'investissement public poursuivant

sa croissance au rythme de 8.5 % sous l'effet d'une politique d'expansion budgétaire et de la poursuite des programmes de développement des infrastructures. Les dépenses publiques se sont réduites à la suite de l'achèvement de projets mis en œuvre pour la Coupe du monde de football et d'un repli général des dépenses à tous les niveaux de l'État pendant la phase de reprise. Plus de 800 milliards ZAR ont été budgétés pour des investissements dans les infrastructures entre 2011 et 2013, soit une augmentation de 40 % des dépenses annuelles d'infrastructures sur cette période par rapport à 2008.

L'insuffisance des infrastructures et la situation sur le marché du travail risquent d'empêcher le pays de renouer en 2011 et 2012 avec les taux de croissance d'avant la crise. Cependant, à moyen terme, c'est à dire après 2012, la croissance devrait se raffermir car les grands projets d'infrastructures d'entreprises publiques comme Eskom et Transnet commenceront à porter leurs fruits. En raison des relations économiques étroites qu'entretient l'Afrique du Sud avec l'économie mondiale, la croissance sera également tributaire de la situation économique dans l'UE, aux États-Unis et en Chine, ainsi que par l'évolution des flux de capitaux à destination des marchés émergents.

Tableau 3 : Composantes de la demande

|                                       | En pourcentage du PIB (à prix courants) |       | Pourcentages de variation, en volume |      |      | Contributions aux variations du PIB |      |      |
|---------------------------------------|---|-------|--------------------------------------|------|------|-------------------------------------|------|------|
|                                       | 2002                                    | 2009  | 2010                                 | 2011 | 2012 | 2010                                | 2011 | 2012 |
| <b>Formation brute de capital</b>     | 15.9                                    | 19.6  | 4                                    | 5.4  | 7.7  | 0.8                                 | 1.2  | 1.7  |
| Publique                              | 3.8                                     | 8.6   | 8.5                                  | 2    | 3    | 0.7                                 | 0.2  | 0.2  |
| Privée                                | 12.1                                    | 11    | 0.5                                  | 7.5  | 10.5 | 0.1                                 | 1    | 1.5  |
| <b>Consommation finale</b>            | 80.3                                    | 81.3  | 2.6                                  | 3.1  | 4.1  | 3.4                                 | 2.6  | 3.4  |
| Publique                              | 18.8                                    | 21.1  | 4.7                                  | 2.5  | 2.9  | 1                                   | 0.5  | 0.6  |
| Privée                                | 61.5                                    | 60.2  | 4                                    | 3.4  | 4.5  | 2.4                                 | 2.1  | 2.8  |
| <b>Secteur externe</b>                | 3.8                                     | -0.9  | -                                    | -    | -    | -1.3                                | -0.2 | -0.8 |
| Exportations                          | 32.9                                    | 27.4  | 4.3                                  | 3.3  | 3.5  | 1.2                                 | 0.9  | 0.9  |
| Importations                          | -29.1                                   | -28.3 | 8.9                                  | 3.3  | 5.4  | -2.5                                | -1.1 | -1.8 |
| <b>Taux de croissance du PIB réel</b> | -                                       | -     | -                                    | -    | -    | 2.8                                 | 3.6  | 4.3  |

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416701>

## Politiques macroéconomiques

---

En 2010, le gouvernement a adopté une politique d'expansion budgétaire et monétaire afin de contrer les effets de la crise économique. Les mesures budgétaires ont conduit à une hausse de 10 % des dépenses publiques sur l'exercice 2009/10. La relance monétaire a ramené les taux d'intérêt à leur point le plus bas depuis trente ans, alors que le taux des prises en pension a été abaissé de 650 points de base entre 2008 et novembre 2010. En théorie, il est encore possible d'accélérer la relance, mais, dans la pratique, la marge restante a peu de chances d'être exploitée en 2011, alors que l'économie renoue avec une croissance tendancielle.

Pour l'avenir, on table sur un déficit budgétaire de 5 % du PIB en 2011/12 et de 4.5 % en 2012/13, contre 5.4 % en 2010/11. Ces projections devront être révisées si la masse salariale augmente fortement à nouveau ou en cas d'introduction d'un nouveau régime public d'assurance maladie ou de subventions à l'emploi des jeunes. De même, un tour de vis monétaire est possible début 2012. La Banque centrale a prévenu le marché que le taux des prises en pension a atteint son niveau le plus bas et qu'elle n'envisageait pas de baisser davantage les taux en 2011 et 2012.

### Politique budgétaire

Les autorités ont réagi à la crise mondiale en augmentant les dépenses publiques d'aide sociale. Les dépenses publiques brutes consolidées en capital ont progressé de 1.5 % en 2010, soit nettement plus lentement que les paiements et transferts courants. Les emprunts publics sont restés élevés en 2010, bien que les dépenses aient baissé et les recettes fiscales un peu progressé : la position budgétaire consolidée de l'État est passée d'un déficit de 6.9 % du PIB en 2009/10 à un déficit de 5.4 % en 2010/11. Les dépenses publiques ont soutenu l'économie pendant la récession. Selon le Trésor, le déficit budgétaire structurel s'est creusé, passant de 2.25 à 4.1 % du PIB entre l'exercice 2008/09 et l'exercice 2010/11, essentiellement sous l'effet des prêts accordés aux entreprises publiques Eskom, Transnet et Sanral, de l'augmentation des traitements des fonctionnaires et de l'élargissement de la couverture pour les programmes de transfert sociaux.

En 2010, le fardeau fiscal des entreprises s'est allégé en raison du recul des ratios de rentabilité et le rendement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) s'est réduit sous l'effet de la baisse des dépenses de consommation. Les échanges internationaux se sont fortement contractés en conséquence de l'effondrement de la demande mondiale. Ce qui s'est traduit par un manque à gagner de 25 % dans la perception des droits de douane par rapport aux projections budgétaires. L'effondrement de la demande mondiale a également eu des conséquences sur la TVA à l'importation. Le civisme fiscal semble s'être d'autre part dégradé pendant la récession. La procyclicité de l'impôt recouvré en Afrique du Sud laisse toutefois à penser que les recettes rebondiront si la croissance redevient tendancielle. Pour encourager les contribuables à payer rapidement leurs impôts, un programme de déclaration spontanée (*Voluntary Disclosure Programme - VDP*) a été mis en place fin 2010. Durant les trois prochaines années, les autorités fiscales sud-africaines (*South African Revenue Services - SARS*) moderniseront leurs systèmes, amélioreront le recouvrement et renforceront la capacité d'audit.

La politique budgétaire présente une orientation moins expansionniste. Le gouvernement prévoit une hausse conjoncturelle qui lui permettra de maintenir la progression des dépenses en deçà de celle du PIB. En effet, les dépenses totales (et prêts nets) devraient passer de 30.4 % du PIB en 2010/11 à 29.2 % en 2011/12, puis à 28.7 % en 2012/13. Le Trésor estime que l'encours de la dette va se stabiliser aux environs de 40 % du PIB sur l'exercice 2015/16. Il a opté pour une projection prudente pour parer à l'éventualité d'une accélération de la croissance du PIB ou de déficits inférieurs aux prévisions officielles. Si la tendance des dépenses proposée dans le budget 2010 est maintenue, les recettes pourraient être supérieures d'environ 80 milliards ZAR aux prévisions du budget initial pour l'exercice 2010/11 et accélérer ainsi la résorption des déficits.

Le gouvernement prévoit également de ramener les dépenses courantes hors intérêts d'un taux de croissance d'environ 9 % sur les trois dernières années à 2-3 % sur les trois années à compter de l'exercice 2011/12. Le point négatif de ce scénario est que le Trésor table sur une croissance assez faible de la masse salariale et que ses prévisions ne tiennent pas compte de l'éventualité d'une approbation de certains des programmes sociaux en cours de discussion. En outre, si des propositions figurant dans le *New Growth Path* se traduisent par des politiques publiques, le niveau des dépenses pourrait être très différent de ce qui est prévu.

Le cadre de dépenses proposé pour le budget 2011/12 accorde la priorité à l'éducation, à la santé, aux infrastructures et aux créations d'emplois.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

|   | 2002 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Recettes totales (avec dons)</b>         | 23.2 | 27   | 26.3 | 23.7 | 25   | 24.2 | 24.3 |
| Recettes fiscales                           | 22.8 | 26.4 | 25.8 | 23.4 | 24.6 | 23.8 | 23.9 |
| Recettes pétrolières                        | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| Dons  | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| Autres revenus                              | 0.4  | 0.6  | 0.6  | 0.3  | 0.4  | 0.4  | 0.4  |
| <b>Dépenses totales (et prêts nets) (a)</b> | 25   | 26   | 27.5 | 30.6 | 30.4 | 29.2 | 28.7 |
| Dépenses courantes                          | 25.6 | 26.1 | 26.1 | 28.8 | 28.7 | 27.7 | 26.7 |
| Sans les intérêts                           | 21.6 | 23.5 | 23.7 | 26.5 | 26.2 | 25.2 | 24.7 |
| Salaires                                    | 9.2  | 8.5  | 9.1  | 9.9  | 9.8  | 9.2  | 9    |
| Biens et services                           | 3.3  | 3.7  | 4.2  | 5.7  | 5.7  | 5.5  | 5.4  |
| Intérêts                                    | 3.9  | 2.5  | 2.4  | 2.3  | 2.5  | 2.5  | 1.9  |
| Dépenses en capital                         | 1.1  | 1.3  | 1.8  | 2.4  | 2.4  | 2.3  | 2.3  |
| <b>Solde primaire</b>                       | 2.2  | 3.5  | 1.2  | -4.5 | -2.9 | -2.4 | -2.5 |
| <b>Solde global</b>                         | -1.8 | 0.9  | -1.2 | -6.9 | -5.4 | -5   | -4.5 |

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

**Source :** Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Année Fiscale Juillet (n-1)/ Juin (n)

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417670>

## Politique monétaire

La Banque centrale a baissé ses taux en 2010, ramenant le taux des prises en pension à 5.5 %, son niveau le plus bas depuis 30 ans. Cette décision s'inscrit en droite ligne de l'objectif de ciblage de l'inflation par la politique monétaire. Avec un taux de 3.5 % fin 2010, l'inflation, à laquelle contribue l'appréciation du rand, s'est en effet rapprochée du bas de la fourchette cible (entre 3 et 6 %). Cette mesure de relance monétaire visait à encourager l'emprunt privé. Cependant, ni les ménages ni les entreprises n'y ont été sensibles en 2010, en raison du niveau élevé d'endettement et de chômage, du regain de confiance inégal chez les consommateurs et les producteurs et de la non-répercussion intégrale de la baisse des taux des prises en pension sur les nouveaux emprunteurs.

L'indice moyen des prix à la consommation (IPC) pour 2010 a augmenté de 4.3 %, en baisse par rapport aux 7.1 % de 2009 grâce au repli du prix des biens manufacturés importés (conséquence d'une monnaie locale forte) et d'une très faible augmentation des prix des denrées alimentaires et des hydrocarbures. Les projections d'inflation sont tributaires de ce qui se passera au niveau des prix encadrés, c'est-à-dire des prix fixés par les pouvoirs publics, ainsi que des salaires, des cours des matières premières, du pétrole, des denrées alimentaires et du taux de change. L'inflation devrait atteindre 5.3 % en 2011 sous l'effet de la hausse des cours des matières premières, l'affaiblissement du rand contribuant aussi à l'augmentation des prix. La hausse de l'IPC devrait revenir à 5.6 % en 2012, la banque centrale commençant à relever ses taux.

La Banque centrale ne prévoit pas d'abaisser son taux de prises en pension à nouveau en 2011. Jusqu'ici, aucun changement structurel n'est prévu au niveau de la politique monétaire ou de la gamme d'instruments de stabilisation monétaire. La Banque centrale accumule des réserves de change afin de tempérer son taux de change. Cependant, ces mesures de stabilisation ayant par le passé été associées à des coûts de stérilisation

élevés, elles ne sont pas privilégiées par la Banque centrale. Bien que le *New Growth Path* préconisé par le ministère du Développement économique appelle à un assouplissement de la politique monétaire, celle-ci se concentre actuellement sur la restructuration de l'économie, ses moteurs de croissance et sa capacité d'absorption de la main-d'œuvre, comme principaux stimuli de la croissance.

## Position extérieure

En 2010, le déficit du compte courant a été ramené à 2.8 % du PIB, contre 4.1 % en 2009. Il devrait atteindre 3.4 % du PIB en 2011 et 4.3 % en 2012. Le déficit commercial s'est résorbé sous l'effet d'une contraction des importations supérieure à celle des exportations en valeur, malgré un rand qui continue de s'apprécier. Certains observateurs en ont conclu que la vivacité de la reprise des exportations était due à l'amélioration de la production manufacturière, tandis que la lenteur de la reprise des dépenses de consommation freinait la demande d'importations. En réalité, le rebond des volumes d'importations a été nettement plus important que celui des volumes d'exportations, mais le prix des exportations a augmenté bien davantage que celui des importations.

La hausse des exportations de biens intermédiaires et de matières premières a été particulièrement forte grâce à l'activité soutenue dans les économies émergentes et à la forte remontée des cours des produits de base. Les exportations de produits miniers se sont accrues en 2010. En revanche les exportations ont reculé dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, les céréales ayant été les plus affectées.

La reprise de l'activité a entraîné une augmentation des importations de biens et services, principalement grâce aux biens de consommation et intermédiaires. Les importations de biens d'équipement se sont redressées, contrairement à celles de matières premières, ce qui reflète la faiblesse de la production et de l'investissement au niveau sud-africain. Néanmoins, la croissance des importations de postes de télévision et de radio et des équipements de communication ont illustré la hausse de l'activité économique et de la demande de biens de consommation. Cette évolution contraste avec le repli de la production locale, qui n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant la crise, ce qui souligne que les fabricants ont dû batailler pour être compétitifs face à leurs concurrents internationaux. La contraction des importations de machines-outils et d'équipements témoigne, elle, des réductions et des retards au niveau des investissements.

En termes de répartition régionale des échanges, l'Afrique du Sud enregistre une demande toujours croissante de la part des économies émergentes, en particulier d'Asie. Au premier semestre 2010, ce continent a attiré une nouvelle fois l'essentiel des exportations, la Chine arrivant en tête des destinations. Le minerai de fer, le platine, le charbon et les alliages ferreux sont les principaux produits exportés vers l'Asie.

La balance commerciale de l'Afrique du Sud avec les pays du continent africain est restée excédentaire. La valeur des exportations a reculé en 2010, mais la part des importations de produits sud-africains par le reste du continent s'est accrue. Les importations des pays de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) reprennent peu à peu. Après l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange de la SADC en 2008, la mise au point des statuts d'une union douanière a accumulé les retards, empêchant celle-ci de se concrétiser en 2010 comme prévu. Dans le cadre des efforts en vue d'une harmonisation et d'une rationalisation des communautés économiques régionales (CER), la mise en œuvre des décisions visant à accélérer l'intégration économique entre la SADC, le Marché commun d'Afrique australe et d'Afrique orientale (Comesa) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), prises lors du sommet tripartite SADC/Comesa/CAE, constitue une priorité pour l'avenir. Le projet d'accord tripartite donnerait lieu à un accord de libre-échange éliminant droits de douane, quotas et exemptions, qui s'appliquerait aux membres actuels des trois organisations.

Au troisième trimestre 2010, le compte financier de la balance des paiements a continué d'afficher des excédents tangibles alors qu'étaient enregistrées des entrées en portefeuille, en particulier sur le marché obligataire. Fin 2010, on observait des sorties nettes sur le marché obligataire et un regain d'intérêt de l'étranger pour les marchés d'actions sud-africains. La Banque centrale a continué d'accumuler lentement des réserves. Début 2010, la valeur totale du stock d'IDE en Afrique du Sud s'élevait à 867 milliards ZAR. Sur l'année, les entrées d'IDE en Afrique du Sud ont reculé de 78 %, tandis que l'IDE total ressortait à 1.3 milliard USD à peine. Environ un tiers du stock d'IDE se situe dans le secteur des mines et de l'extraction, un peu moins d'un tiers dans les industries manufacturières et encore près d'un tiers dans les services financiers, d'assurance, immobiliers et aux entreprises. En 2010, les plus grosses acquisitions ont été réalisées par les partenaires traditionnels, en particulier le Japon : Nippon Telegraph and Telephone (NTT) a racheté la totalité du capital de l'intégrateur de services informatiques Dimension Data.

En 2010, les entrées nettes de capitaux en Afrique du Sud ont atteint 5.5 % du PIB. Le Royaume-Uni demeure de loin le principal pourvoyeur d'IDE, avec plus de la moitié du stock présent dans le pays fin 2009, pour un montant total de 468 milliards ZAR. Parmi les autres acteurs, plus petits mais néanmoins importants, on peut citer les Pays-Bas (10.5 %), l'Allemagne (6.7 %), les États-Unis (6.5 %) et la Chine (3.8 %). Le stock d'IDE chinois est celui qui a le plus progressé, passant de moins de 500 millions ZAR fin 2007 à près de 34 milliards ZAR fin

2009, avec l'acquisition de 20 % de Standard Bank par l'Industrial Commercial Bank of China (ICBC). Toutefois, les entrées d'IDE en provenance du Royaume-Uni et des Pays-Bas étaient toujours supérieures aux entrées chinoises, respectivement de 3.7 et 1.7 fois pour la seule année 2009.

Les entrées d'investissements de portefeuille sont passées de 28.4 milliards ZAR au deuxième trimestre 2010 à 45.8 milliards au troisième. Les investisseurs non résidents ont fait preuve d'un intérêt accru pour les titres de dette sud-africains et ont continué d'acheter des titres et de privilégier ces investissements. L'acquisition de titres de dette sud-africains par des investisseurs non résidents a ainsi été multipliée par plus de deux et se chiffrait à 41.2 milliards ZAR alors que l'obligataire continuait d'offrir des rendements attractifs, eu égard aux taux d'intérêt très bas dans les pays développés.

L'encours de la dette extérieure totale a diminué, passant de 81.1 milliards USD à la fin du premier trimestre 2010 à 79.9 milliards USD à la fin du deuxième, ce qui s'explique en grande partie par le recul de la dette en devises. En revanche, la dette libellée en rands s'est accrue de 6.1 milliards USD dans les douze mois qui ont précédé juin 2010 sous l'effet de l'appréciation du rand face au dollar et de l'augmentation significative des obligations en rands détenues en portefeuille. En conséquence de l'appréciation du rand et de la croissance économique du pays, le ratio de la dette extérieure sur le PIB est descendu à 24.1 % en 2010.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

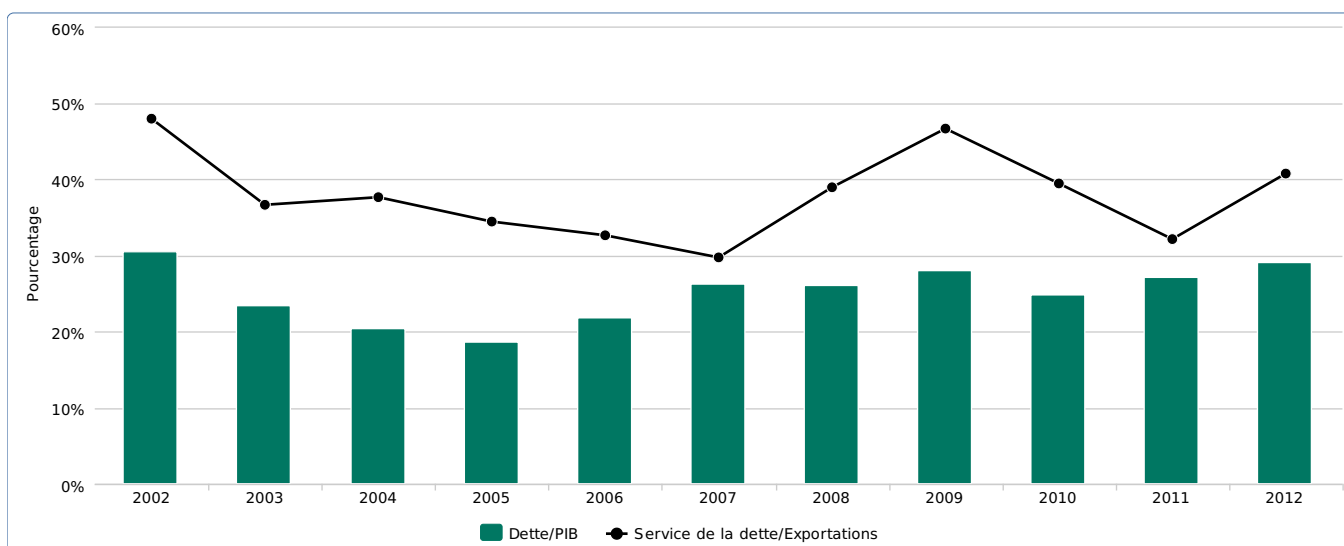
|                                   | 2002 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|-----------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Balance commerciale</b>        | 4.3  | -2   | -1.6 | 0.1  | 0.8  | 0.8  | 0.1  |
| Exportations de biens (f.o.b.)    | 28.5 | 26.5 | 31   | 23.2 | 23.3 | 24.3 | 23.7 |
| Importations de biens (f.o.b.)    | 24.2 | 28.5 | 32.5 | 23.1 | 22.6 | 23.5 | 23.6 |
| <b>Services</b>                   | -0.5 | -0.9 | -1.5 | -1   | -1.1 | -1.4 | -1.3 |
| <b>Revenu des facteurs</b>        | -2.5 | -3.4 | -3.2 | -2.2 | -1.7 | -2.1 | -2.3 |
| <b>Transferts courants</b>        | -0.5 | -0.8 | -0.8 | -0.9 | -0.8 | -0.8 | -0.8 |
| <b>Solde des comptes courants</b> | 0.8  | -7.2 | -7.1 | -4.1 | -2.8 | -3.4 | -4.3 |

**Source** : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418639>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412407>

## Questions structurelles

### Développement du secteur privé

Bien qu'ayant connu l'une des récessions les plus graves du continent en 2009, l'économie sud-africaine a su tirer parti du fait que ses grandes institutions économiques ont été épargnées pour assurer le soutien de son activité durant la récession puis la reprise. En particulier elle a bénéficié de marchés de capitaux consistants, d'un appui au financement du développement et d'une place financière solidement réglementée. Cette réglementation s'est en effet trouvée renforcée par l'adoption en janvier 2008 des normes internationales de Bâle II.

La qualité du crédit à la consommation a également progressé avec la mise en place du régulateur national du crédit (*National Credit Regulator* - NCR) en 2007, lequel a contribué à freiner l'octroi excessif de prêts. Au moment de la création du NCR, le crédit à la consommation représentait la moitié du PIB, et la qualité du crédit s'était nettement détériorée. A la mi-2009, le volume de crédits accordé par trimestre avait été divisé par plus de la moitié et la croissance du solde des prêts s'était nettement ralenti. Les effets de ces évolutions sont arrivés à point nommé pour donner à l'Afrique du sud des armes supplémentaires pour surmonter la crise.

La solidité des institutions a aussi permis de soutenir la forte croissance des entreprises sud-africaines dans la période qui a précédé la crise. Une enquête menée par *Business Leadership South Africa* en 2010 a montré que bon nombre de grandes entreprises avaient poursuivi leur expansion sur les marchés africains et hors du continent. En revanche, sur le marché local, le secteur privé peine à devenir compétitif et à se diversifier suffisamment pour soutenir une croissance forte et endiguer le chômage. Fortement compétitif sur le continent africain, le secteur privé sud-africain l'est beaucoup moins face à des producteurs venus d'autres pays émergents. Mesurée par l'indice de compétitivité mondiale (*Global competitiveness index* - GCI), la compétitivité de l'Afrique du sud recule : du 45<sup>e</sup> rang en 2009 elle est tombée au 54<sup>e</sup> en 2010 et reste derrière la Chine (27<sup>e</sup>) et l'Inde (51<sup>e</sup>). Selon le GCI, après les soins de santé de base et l'enseignement, les insuffisances dans les infrastructures et sur le marché du travail sont les principales entraves à la compétitivité.

La faible réaction de l'investissement privé à la baisse des taux d'intérêt en 2010 s'explique, dans une certaine mesure, par l'insuffisance des infrastructures. Celle-ci est également tenue en partie pour responsables de la croissance atone du secteur minier durant les dix dernières années, en dépit d'un important soutien budgétaire et de la flambée des cours des produits de base. L'approvisionnement insuffisant en énergie électrique et les carences en matière d'infrastructures portuaires et ferroviaires ont freiné l'expansion de la production minière et sa contribution à l'économie. La pollution des sources d'eau du pays soulève également de plus en plus de difficultés. La mauvaise gestion des barrages, des réseaux d'égouts et des usines d'épuration menace l'approvisionnement en eau.

Pour remédier à ces insuffisances, l'État s'efforce d'améliorer par des investissements massifs les infrastructures destinées à l'énergie, aux transports et à l'eau. Cette politique conduira sans doute à une augmentation de la facture pour tout le monde en raison de la nouvelle tarification des services établie en fonction des coûts qu'ont mise en place les autorités. Ainsi, les tarifs de l'électricité sont directement pris en compte dans le plan de financement du programme d'expansion d'Eskom. En 2010, ils ont augmenté de 24.8 % et des hausses supplémentaires d'au moins 25 % par an ont déjà été approuvées par le régulateur de l'électricité pour 2011 et 2012. Ces majorations devraient réduire à néant les gains de compétitivité attendus par le secteur privé de l'amélioration des infrastructures, même si le niveau de départ très bas de ces tarifs laisse une marge de progression. L'intensification de la concurrence pour les prestations de services d'infrastructures pourrait améliorer et le financement et l'efficacité.

En 2010, le débat lancé sur la réglementation du marché du travail a été avivé par les grèves, en raison de leurs répercussions sur la productivité dans certains secteurs clés, et par les importantes hausses de salaires (8.3 % du salaire nominal selon le Trésor). En outre, les pertes d'emploi en 2010 ont été plus nombreuses qu'attendu, les entreprises ayant pris prétexte de la conjoncture économique pour licencier des travailleurs dont elles ne voulaient plus, compte tenu d'une réglementation du marché du travail assez rigide. Du fait des négociations centralisées, le dilemme entre les travailleurs en place et les nouveaux que pose le niveau élevé du salaire d'embauche est devenu encore plus manifeste en 2010. De fait, le GCI a constaté une détérioration de l'efficacité du marché du travail en 2010 par rapport à 2009. Pour ce qui concerne la flexibilité, la fixation des salaires et les relations du travail, l'Afrique du Sud se classe désormais parmi les dix derniers pays. La productivité et l'adéquation entre emplois et formations constituent toujours des sujets de préoccupation majeurs.

La pertinence du cadre de politique monétaire menée par la Banque centrale sous la houlette du Trésor a été remise en question en 2010 d'autant plus que le rand s'est apprécié. La perception de la surévaluation de la monnaie et sa volatilité excessive ont une incidence non seulement au plan extérieur, mais aussi sur la

planification de l'investissement privé et sur les prix intérieurs. Si les importateurs et une partie du commerce de gros et de détail sont satisfaits de la vigueur du rand, tout le monde s'accorde à considérer que la monnaie est trop volatile. Il n'existe guère d'instruments permettant de maîtriser la valorisation ou la volatilité de la monnaie autres que le programme d'accumulation de réserves par la Banque centrale et les changements apportés au régime d'autorisation des investissements privés en devises mis en place en 2010.

Parmi les propositions en discussion, citons la création de fonds de stabilisation du type fonds souverain avec des actifs libellés en devises, l'introduction d'une taxe Tobin sur les flux de capitaux à court terme ou encore un assouplissement de la politique monétaire de nature à permettre une hausse de l'inflation et une dévaluation de la monnaie. Aucune piste ne semble actuellement privilégiée, la dépendance du pays vis-à-vis des entrées de capitaux demeurant un problème crucial. L'assouplissement, en effet, du contrôle des changes à la fin 2010, et notamment le relèvement du plafond des envois de fonds de l'étranger, auparavant limités à 4 millions ZAR sur toute une vie et désormais de ce même montant mais par année, a probablement contribué au récent affaiblissement du rand.

### **Autres développements récents**

L'impact plus marqué de la crise mondiale sur l'économie sud-africaine que sur d'autres pays d'Afrique et d'autres économies émergentes, ainsi que l'aggravation du chômage et de la pauvreté qui l'a accompagnée, a remis à l'ordre du jour le débat sur le dynamisme structurel de l'économie. Des voix autorisées du secteur public et du secteur privé soulignent à nouveau la dépendance de l'économie vis-à-vis d'une croissance tirée par la consommation, et non par la production, l'industrie à forte intensité de capitaux et de main-d'œuvre, la lenteur de l'expansion des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur formel, les infrastructures déficientes et la dimension réduite des services publics.

Le gouvernement a expliqué comment il entendait résoudre certaines de ces difficultés dans le *New Growth Path* dévoilé en novembre 2010. Ce cadre fixe pour objectif la création de 5.5 millions d'emplois au cours de la prochaine décennie, en agissant sur cinq grands moteurs de l'emploi : (i) investissements publics massifs dans les infrastructures ; (ii) choix des activités requérant le plus de main-d'œuvre dans les principaux secteurs économiques ; (iii) exploitation des nouvelles perspectives dans l'économie verte et l'économie du savoir ; (iv) effet de levier du capital social dans l'économie sociale et les services publics ; et (v) promotion du développement rural et de l'intégration régionale.

Afin de créer ces emplois, les pouvoirs publics envisagent de mettre en place des trains de mesures à la fois macro et microéconomiques. Les mesures macroéconomiques tendent essentiellement à un assouplissement de la politique monétaire tandis que les mesures microéconomiques concernent l'activité industrielle, le développement rural, la compétitivité, la main-d'œuvre, la technologie, les échanges favorisant le développement et la politique de développement de l'Afrique, ainsi que le programme d'émancipation généralisée des Noirs (*Broad-Based Black Economic Empowerment*). Les autorités envisagent également de soutenir activement l'éducation, les formations et l'expansion des entreprises.

Au cours de la réunion de l'African National Congress (ANC) de janvier 2011, le président Zuma a clairement indiqué qu'un plan d'action concret était nécessaire pour mener à bien le *New Growth Path*. Un débat est en cours sur le point de savoir si l'objectif fixé par le gouvernement : la création de cinq millions d'emplois, est bien réaliste. Certains analystes politiques estiment néanmoins que le fait que les artisans du *New Growth Path* considèrent les inégalités et le chômage comme des problèmes vitaux représente en soi un progrès majeur.

## Partenaires économiques émergents

Au milieu de l'année 2009, la Chine est devenue la première destination des exportations de l'Afrique du Sud et la principale source de ses importations. Quant à l'Inde elle figure à la huitième place pour les importations sud-africaines et à la sixième pour les exportations. La Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde se sont affirmés comme des partenaires commerciaux prépondérants par rapport à d'autres pays émergents comme par rapport aux partenaires traditionnels. La part des produits importés de Chine : 14 % sur les trois premiers trimestres de 2010, surpasse celles de l'Allemagne (11.6 %) et des États-Unis (7 %). De même, les exportations sud-africaines à destination de la Chine représentent 9.3 % du total, soit davantage que les 8.8 et 8.1 % destinées respectivement aux États-Unis et au Japon.

Cette situation contraste fortement avec celle que l'on observait au début du XXI<sup>e</sup> siècle. La Chine représentait la 11<sup>e</sup> destination des exportations d'Afrique du Sud et sa 8<sup>e</sup> source d'importations. Si l'on remonte à 1992, la Chine était alors un partenaire commercial encore moins important, au 20<sup>e</sup> rang pour les exportations sud-africaines (soit 0.8 % contre 9.3 % en 2010) et au 15<sup>e</sup> rang pour les importations (soit 1.2 % contre 14 % en 2010).

L'Afrique du Sud exporte vers la Chine une gamme restreinte de produits miniers et de produits à forte intensité en ressources naturelles (métaux, minéraux et autres matières premières). En revanche, elle importe un éventail grandissant de produits à forte valeur ajoutée, notamment des vêtements, des machines de traitement de données, du matériel d'impression, des bulldozers et des véhicules à moteur. Les exportations de l'Inde vers l'Afrique du Sud sont dominées par les produits pétroliers (autres que le brut), le matériel électrique et électronique, ainsi que les produits pharmaceutiques. Elle en importe, pour sa part, essentiellement des produits chimiques inorganiques, du charbon et des produits du charbon.

Parmi les partenaires émergents de l'Afrique du Sud, la Chine occupe la première place pour les investissements. Elle se classait début 2010 au cinquième rang pour la valeur de son stock d'IDE (33 milliards ZAR), selon les estimations officielles de la Banque centrale, mais ce chiffre serait nettement en-deçà de la réalité. L'évolution a été remarquablement rapide. Début 2008, le stock d'IDE de la Chine n'était que de 480 millions ZAR. L'acquisition de 20 % du capital de Standard Bank par l'Industrial Commercial Bank of China (ICBC) a ensuite joué un rôle clé dans cette montée en puissance. L'Afrique du Sud est également en deuxième position (derrière la République démocratique du Congo) pour les investissements miniers chinois sur le continent africain, avec cinq projets au total axés principalement sur le chrome. D'autres investissements portent sur les métaux (environ 3.8 milliards ZAR), suivis des produits chimiques, de l'agroalimentaire et du tabac, de l'électronique grand public, de l'automobile et des communications. Fin 2010, a été rendu public un investissement chinois de 877 millions USD (environ 5.99 milliards ZAR) de la part de Jinchuan Group et du Fonds de développement sino-africain dans Wesizwe Platinum, une jeune entreprise d'exploration et d'exploitation du platine cotée à la Bourse de Johannesburg (Johannesburg Stock Exchange, JSE).

Il existe quelques partenaires émergents dont les échanges et les investissements en Afrique du Sud, bien qu'encore faibles en valeur absolue, progressent rapidement et qui pourraient prendre de l'importance dans quelques années si les tendances actuelles se confirment. Ainsi, les Émirats arabes unis, sur les neuf premiers mois de 2010, se sont hissés à la 20<sup>e</sup> place des clients sud-africains, absorbant 1 % des exportations, alors qu'en 1992, au 49<sup>e</sup> rang, ils n'en recevaient que 0.1 %. La Malaisie, qui ne figurait même pas parmi les 50 premières destinations des exportations sud-africaines en 1992, a atteint la 31<sup>e</sup> position au début du XXI<sup>e</sup> siècle et se classait 22<sup>e</sup> sur les neuf premiers mois de 2010. De même, le classement du Brésil s'est amélioré durant cette même période : de la 30<sup>e</sup> position en 1992, il est passé à la 23<sup>e</sup> sur les neuf premiers mois de 2010, où il absorbait 0.9 % des exportations sud-africaines. Les résultats sont légèrement meilleurs pour les importations : les produits brésiliens sont passés de 0.9 à 1.7 % sur cette période, se classant entre la 17<sup>e</sup> et la 21<sup>e</sup> position. Fait intéressant : la place de la Turquie en tant que partenaire commercial de l'Afrique du Sud recule depuis 1992, aussi bien pour les importations que les exportations. Le Taipei chinois affiche lui aussi des tendances à la baisse assez marquées.

De nombreux partenaires émergents utilisent l'Afrique du Sud comme porte d'entrée vers d'autres pays d'Afrique et, *vice versa*, des pays de la région se servent de l'Afrique du Sud pour pénétrer sur des marchés émergents. Les intéressés y bénéficient d'un meilleur environnement pour leurs investissements et les échanges avec d'autres pays d'Afrique grâce, par exemple, à des normes strictes pour la protection des droits de propriété. Les pays africains deviennent des partenaires commerciaux de plus en plus importants, concourant pour 8.4 % des importations de l'Afrique du Sud et 14.4 % de ses exportations sur les trois premiers trimestres 2010. La progression de ces importations africaines, en dix ans, est spectaculaire : en 2000 elles ne représentaient que 2.3 %. Pour ce qui est des exportations, la proportion est stable : en 2000, l'Afrique absorbait 14.9 % des exportations sud-africaines (9 % en 1992). Environ la moitié des investissements sud-

africains ciblent des entreprises du continent. Cependant, au cours des deux dernières années, les dix plus gros investissements sud-africains ont visé des pays émergents sur d'autres continents, à l'exception de celui réalisé dans la mine Unki, au Zimbabwe.

Depuis sa transition démocratique, l'Afrique du Sud déploie beaucoup d'efforts politiques pour obtenir un engagement diplomatique aussi bien des pays industrialisés que des partenaires économiques du Sud. L'année 2011 verra le lancement de la South African Development Agency (Sadpa), qui sera chargée de donner des informations et d'orienter l'aide au développement du pays. Jusqu'à présent, la quasi-totalité de l'aide au développement est dirigée vers le continent africain, et essentiellement vers les pays de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). Cela ne devrait pas changer. Selon les autorités, la Sadpa renforcera la position du pays en tant que puissance économique émergente et champion du continent africain, et permettra d'améliorer la transparence sur les fonds décaissés.

Le poids diplomatique de l'Afrique du Sud est plus important que ne le laisserait penser sa taille économique et démographique. En témoigne l'invitation à rejoindre le sommet des BRIC en avril 2011 à Beijing. Le pays espère en tirer des avantages substantiels en termes d'échanges et d'investissements, à travers d'éventuels accords d'échanges préférentiels et une coopération économique. L'appartenance à ce « club » hautement symbolique devrait grandement améliorer l'image et la réputation du pays et susciter l'intérêt des investisseurs. Toutefois, l'Afrique du Sud est très différente des autres pays BRIC, notamment du point de vue de sa taille et de son rythme de croissance. Reste à savoir si les investisseurs réagiront à cet assemblage politique. Les autorités affirment que cette adhésion vise à montrer que le pays est un acteur majeur et à compléter le rôle qu'il joue déjà dans diverses autres organisations, telles que les Nations Unies, l'initiative Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBSA) ou le G77. Le gouvernement se doit de démontrer qu'il est résolu à collaborer avec les pays BRIC et qu'il pose comme priorités la capacité de production et la valorisation locale.

Le partenariat sino-sud-africain pour la croissance et le développement (*South Africa-China Partnership for Growth and Development* - PGD) n'a jusqu'ici pas donné de résultats concrets. Pourtant, l'Afrique du Sud pourrait chercher à comprendre la nature du « modèle de développement de la Chine » et à le mettre en œuvre. Une autre difficulté consiste, pour l'Afrique du Sud, à ne pas négliger les partenaires traditionnels sous prétexte de cultiver des partenariats émergents ayant de l'importance d'un point de vue stratégique. Car l'Union européenne demeure, en effet, la principale destination de ses exportations.

## Contexte politique

---

Durant l'année 2010, l'administration du président Zuma a défini plus clairement ses priorités, prônant une plus grande attention aux questions sociales. Des progrès ont été accomplis sur le plan de la prévention de la délinquance. Selon les statistiques nationales, en 2009/10, les vols dans la rue ont reculé de 10.4 %, les cambriolages de banques de 8.8 % et les vols de voitures ou de camions avec violence ou menace sur le conducteur de 6.8 %. Les crimes violents sont eux aussi en baisse : les meurtres ont diminué de 8.6 %. L'efficacité des services de police a également légèrement progressé en 2010 par rapport à l'année précédente, d'après le GCI. Certaines améliorations s'expliquent par le renforcement de la sécurité durant la Coupe du monde de football.

Selon Transparency International, l'indice de perception de la corruption (CPI) s'est, par contre, encore dégradé, passant de 4.7 en 2009 à 4.5 en 2010. Le programme *Broad-Based Black Economic Empowerment* est perçu comme susceptible de subir des pressions politiques, de même que la délivrance de permis d'exploitation des mines. La direction pour les enquêtes criminelles prioritaires (*Directorate for Priority Crime Investigation*, également connue sous le nom des « *Hawks* »), créée à la mi-2009 pour lutter contre la corruption, le crime organisé et la délinquance économique, avait effectué, à la mi-2010, plusieurs milliers d'arrestations pour ces deux derniers motifs, avec des taux de condamnation de, respectivement, 15 et 60 %. Mais bien que beaucoup d'incidents de corruption aient fait l'objet d'enquêtes, peu de condamnations ont été prononcées.

La confiance que les citoyens accordent aux hommes politiques, à l'indépendance du système judiciaire et aux décisions des autorités s'est également dégradée en 2010, d'après le GCI. Dans un environnement politique demeuré stable, un risque majeur subsiste : que, sur les grands objectifs sociaux, en particulier le chômage des jeunes et les inégalités, les progrès soient très lents.

## Contexte social et développement des ressources humaines

L'Afrique du Sud a d'ores et déjà atteint l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire l'extrême pauvreté et la faim, en diminuant de moitié la proportion de la population vivant avec moins de 1 USD par jour. Malgré cette avancée, le pays a encore beaucoup de défis à relever. En janvier 2010, le conseil des ministres a adopté douze indicateurs au regard desquels seront évalués les résultats, priorité étant donnée à la santé, à l'éducation et à la création d'emplois.

L'absence de services de santé adéquats demeure l'un des principaux problèmes. Les dépenses publiques de santé ont progressé au rythme annuel moyen de 17.6 % de l'exercice 2006/07 à l'exercice 2009/10, passant de 11.3 à 18.4 milliards ZAR. Ces moyens supplémentaires ont été consacrés aux programmes de lutte contre le VIH/sida et aux subventions pour la revitalisation du secteur hospitalier.

L'Afrique du Sud est le pays qui compte le plus grand nombre de porteurs du VIH/sida : 5.6 millions de personnes, soit un sixième de la charge mondiale de morbidité. Environ 18 % des Sud-Africains adultes sont infectés par ce virus. L'administration Zuma a lancé une campagne de dépistage en avril 2010 dont l'objectif est de soumettre 15 millions de personnes à des examens d'ici à la fin 2011, contre 2.5 millions en 2009, soit six fois plus en seulement deux ans. Depuis le début de cette campagne, 5 millions de personnes ont été dépistées, et plus de 900 000 ont été diagnostiquées VIH-positives. Pour procurer des médicaments anti-rétroviraux (ARV) à ses citoyens, l'Afrique du Sud a réussi à négocier, en décembre 2010, une baisse de 53.1 % du coût de l'offre totale auprès de dix fournisseurs, dont Aspen Pharmacare, qui produit 40.6 % des médicaments anti-VIH. Grâce à cette baisse de prix, plus de deux fois plus de malades peuvent être traités.

Le pays devra impérativement multiplier les efforts pour améliorer les résultats en matière de mortalité infantile et de santé maternelle s'il entend atteindre les OMD. A 64 pour 1 000 en 1990, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans n'avait reculé qu'à 62.1 pour 1 000 en 2007. L'Afrique du Sud a peu de chances d'autre part d'atteindre l'objectif de réduction de 75 % du taux de mortalité maternelle : de fait, ce taux a doublé entre 1990 et 2008. La principale cause de décès des mères n'est pas imputable à la grossesse mais à des infections liées au sida.

En septembre 2010, l'ANC au pouvoir a rendu publique sa proposition d'un système national d'assurance-maladie (*National Health Insurance - NHI*), qui vise à une couverture universelle. Ce système alourdirait le budget de la santé 2012 de 11 milliards ZAR. Le NHI permettrait d'améliorer l'accès aux soins de santé. Toutefois, des fonctionnaires du Trésor se sont montrés sceptiques quant à sa faisabilité financière.

En Afrique du Sud, la quasi-totalité des enfants sont inscrits dans les cycles primaire ou secondaire, grâce au programme pour une alimentation équilibrée à l'école (*National School Nutrition Programme - NSNP*) et aux programmes pour la gratuité de l'école. Cependant, la qualité et les performances du système d'enseignement public laissent à désirer. Bien que le taux de réussite au diplôme de fin d'études secondaires (*Matriculation*) soit passé de 60.6 à 68.7 % entre 2009 et 2010 il demeure bien inférieur au taux enregistré en 2003, qui était de 73.3 %. Le taux d'abandon de l'école demeure très élevé : en 2010, sur 639 496 élèves en dernière année d'enseignement secondaire, 15.9 % ont abandonné avant de passer la *Matriculation*. Une étude commandée récemment a montré que les enseignants ne consacraient que quatre heures par jour à l'enseignement à proprement parler, contre sept pour la région de l'Afrique australe. Les piètres résultats du système éducatif ont un impact bien plus marqué sur les écoles pauvres, rurales et les *townships*, qui sont aussi essentiellement fréquentées par des Noirs ; 80 % de ces écoles présentent d'ailleurs des dysfonctionnements. Le ministère de l'Éducation met la dernière main à un plan de redressement pour l'enseignement dans les écoles appelé « *Action Plan 2014* », dont l'objectif est d'améliorer l'enseignement de base.

Le pays affiche de bons résultats en ce qui concerne les ratios filles/garçons dans l'enseignement et dans la proportion de femmes dans l'emploi formel. L'Afrique du Sud est même classée troisième au monde pour la représentation des femmes dans la sphère politique : elles occupent 44.5 % des sièges à l'Assemblée nationale. Le pays est donc en bonne voie de réaliser l'objectif fixé par la SADC, à savoir une proportion de 50 % de femmes d'ici à 2015. Des efforts supplémentaires seront toutefois indispensables pour améliorer l'égalité des sexes dans des domaines tels que le système juridique, en particulier pour ce qui est des législations traditionnelles sur la succession et la religion.

Entre le quatrième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2010, un peu plus d'un million de personnes ont perdu leur emploi. Ces pertes ont principalement concerné le secteur manufacturier, le commerce et la construction. Ce sont les jeunes qui ont été le plus durement touchés par le chômage faute d'emplois pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Au premier trimestre 2010, 40 % des jeunes de 16 à 30 ans étaient au chômage, contre 16 % pour les 30-65 ans. Malgré la création de 56 000 emplois en 2010 et le recul marginal du chômage à 24 % au quatrième trimestre, le taux d'emploi reste très faible : la proportion de personnes ayant un emploi par rapport à la population totale a reculé de 41.1 % au premier trimestre 2010 à 40.8 % au quatrième trimestre 2010.

Le *New Growth Path*, publié en novembre 2010, fixe comme objectif la création de 5.5 millions d'emplois dans les dix prochaines années. Si le gouvernement parvient à réaliser cet objectif, le taux de chômage pourrait chuter de 10 points de pourcentage, et passer de 25.3 % à environ 15 %. Outre les mesures macroéconomiques déjà mentionnées plus haut dans la section consacrée à la politique monétaire, le gouvernement prévoit de réformer la politique de développement rural et de promouvoir l'enseignement et les qualifications. Ainsi, il entend redonner la priorité aux coopératives, qui permettent aux petits producteurs d'accéder aux circuits marchands. Afin d'améliorer l'enseignement et les formations, les autorités envisagent de proposer des programmes spécifiques de nature à accroître le nombre de personnes disposant de qualifications indispensables et/ou rares d'ici à 2014. Est ainsi réclamée la formation de 30 000 ingénieurs et de 50 000 artisans avec des qualifications dans le BTP, les mines, l'industrie manufacturière et les nouveaux secteurs industriels, tels que l'économie verte.